Aujourd'hui, les investissements croissants des entreprises canadiennes dans la CE sont une preuve tangible de leur engagement à long terme au développement du potentiel réel de nos relations avec la CE. Avec l'intensification de la concurrence globale, notre prospérité à long terme en dépend.

La CE ne se transforme pas en «Forteresse Europe»

Le Canada et la CE reconnaissent que la consolidation de leurs relations est mutuellement avantageuse. Les Canadiens ne devraient pas s'inquiéter de ce que la CE puisse devenir une «Forteresse Europe» impénétrable.

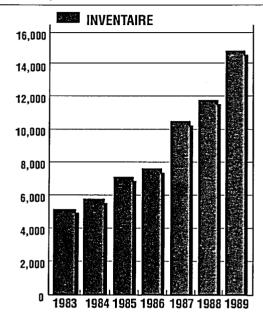
Il est vrai que la CE a des normes techniques et des règlements d'origine qui peuvent entraver les efforts des entreprises canadiennes désireuses d'exporter vers la CE. Dans le cas des règles d'origine, 80 % du contenu de certains produits, comme ceux de l'électronique et de l'automobile, doit provenir de la CE afin de pouvoir bénéficier d'exemptions douanières internes. Mais il est peu probable que la CE utilisera ces règlements pour exclure la concurrence externe. Cette situation n'avantagerait pas la CE étant donné que ses partenaires commerciaux riposteraient sans aucun doute. La CE, plus qu'aucun autre bloc économique, dépend du commerce international et ne peut se permettre d'importantes pertes de revenus d'exportation, ni de réduction de sa participation aux échanges mondiaux de haute technologie. La CE le reconnait clairement. De fait, elle intensifie ses relations avec les pays de l'AELÉ et ceux d'Europe de l'Est et elle a aussi démontré un intérêt croissant pour le resserrement des liens avec le Canada et les États-Ûnis.

Les mesures protectionnistes qui existent visent les Japonais. Étant donné que les Européens perçoivent les marchés japonais comme fermés à la pénétration étrangère, certains pays comme la France et l'Italie ont cherché à limiter l'activité japonaise chez eux. Aucune mesure semblable ne vise les entreprises canadiennes et américaines étant donné que leurs marchés nationaux sont relativement ouverts au commerce international et à l'investissement. Même en ce qui concerne le Japon, il faut noter cependant que les investissements japonais ont été bien accueillis, comme dans le cas de la Grande-Bretagne où les Japonais ont acquis plusieurs entreprises britanniques et de l'Allemagne où les entreprises de ce pays ont formé des alliances avec leurs concurrents japonais (comme l'alliance Mitsubishi-Siemens).

La relation CE-Canada est trop importante pour que l'une des deux parties veuille la détériorer. De plus, en interrogeant les gens d'affaires européens, il en ressort qu'ils sont impatients de conclure des affaires avec des Canadiens.

Somme des investissements directs et des mouvements nets de capitaux canadiens dans la Communauté européenne

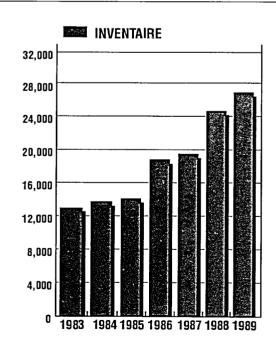
(\$ millions)



Source: Statistique Canada.

Investissements directs de la Communauté européenne au Canada

(millions de dollars)



Source: Statistique Canada.